

## PREFECTURE DE L'AUDE

DIRECTION REGIONALE  
DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT et  
DU LOGEMENT

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DEPARTEMENTAL DE  
L'ARCHITECTURE ET DU  
PATRIMOINE

### POLE DE COMPETENCE CANAL DU MIDI

L'avis du pôle de compétence "Canal du Midi" n'entraîne pas obligatoirement l'acceptation ou le refus de la demande de permis de construire (ou autre demande d'autorisation administrative concernée). Il constitue un résumé de l'expertise conjointe des services de l'état produite à la seule attention du service chargé de l'instruction.

Cette expertise vise exclusivement à s'assurer du nécessaire équilibre entre protection et aménagement afin de permettre la mise en valeur du Canal du Midi, patrimoine mondial de l'humanité, tant pour le site classé qui le constitue que pour ses abords délimités par la zone tampon. L'avis s'appuie et précise les orientations fixées par la charte d'insertion architecturale urbaine et paysagère des services de l'état.

### REUNION DU 26 FEVRIER 2013

Narbonne, le 07 mars 2013  
réf : UPPP/13020

#### Conseil Général Aménagement de la RD 13 Commune de Narbonne

L'avant-projet de recalibrage de chaussée présenté, situé entre 50m et 100m du Canal, est exclusivement routier. Il ne permet pas d'appréhender son intégration dans le site.

Il devra donc faire l'objet d'une réflexion globale, en intégrant la partie « abattage de platanes » et éventuellement la partie « replantation ».

Un volet paysager traitant de l'ambiance paysagère, de la relation entre la voie et le canal sera joint au nouveau dossier.

Il est conseillé de s'adjoindre les compétences d'un paysagiste.

Le Directeur Départemental Adjoint  
des Territoires et de la Mer

Frédéric NOVELLAS

Le chef du Pôle,

Jean-François DESBOUIS

COPIES : Préfecture - DREAL - SDAP - CAUE - VNF- MAJSP

Nota bene : Dans les abords MH, l'avis conforme de l'ABF est requis et doit être distingué de l'avis du pôle qui n'intègre que l'avis simple du SDAP. Dans le site classé (DPF) l'avis du pôle ne présuppose pas de ceux exprimés par l'architecte des Bâtiments de France, la DREAL et la CDSPP, indispensables pour obtenir l'autorisation ministérielle ; il peut cependant être exprimé par le rapporteur aux membres de la commission.